

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VTB

Zone Industrielle
Route de Faulquemont
57740 Longeville-Lès-Saint-Avold

Références : LONGEVILLE_VTB_2026-04-17_RAPVI_AR-EAUX-PLUVIALES_MED_LV_02761
Code AIOT : 0006201431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement VTB implanté Zone Industrielle Route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 23 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de contrôle ciblée sur la gestion des eaux pluviales des sites présentant des enjeux environnementaux, notamment ceux relevant du stockage et de la distribution d'hydrocarbures et stations-service ainsi que des installations de tri et de transit de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VTB
- Zone Industrielle Route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VTB est notamment autorisée par arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets provenant d'installations classées ainsi que de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold.

Les arrêtés ministériels :

- du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 12.1.1, 12.1.2 et 13.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 13.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 4 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Conditions de prélèvement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 4 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 11.3	Sans objet
7	Transmission sur GIDAF	Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 17 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (l'inspection) a notamment constaté lors de la visite du 23 mars 2026 :

- que les effluents aqueux susceptibles d'être pollués ne sont pas intégralement canalisés (cf. point de contrôle n°2) ;
- des manquements dans la fréquence de suivi des installations de traitement ainsi que pour la formalisation du suivi de ces contrôles (cf. point de contrôle n°3) ;
- l'absence d'analyse de certains paramètres à la fréquence requise pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (cf. point de contrôle n°4) ;
- l'absence de réalisation d'un échantillonnage moyen réalisé sur 24 heures (cf. point de contrôle n°5) ;
- l'absence d'analyse de deux points de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et la réalisation d'un prélèvement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées après dilution avec d'autre effluents (cf. point de contrôle n°6).

Les non-conformités constatées font l'objet de propositions de mise en demeure au préfet de la Moselle sous des délais maîtrisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 11.3
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : "Un schéma de tous les réseaux et un plan d'égouts sera établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les regards, points de branchement et de déversement".
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• un plan de recueil des eaux usées sanitaires et des eaux pluviales, à jour, du 18 janvier

2024. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont rejetées au milieu naturel en trois points de rejet différents après traitement par trois séparateurs d'hydrocarbures. Les eaux usées sanitaires sont rejetées au milieu naturel après traitement par un dispositif d'assainissement non collectif.

L'activité exercée sur le site n'induit pas d'eaux de process. L'unique usage de l'eau potable sur le site est destiné à l'alimentation des sanitaires.

Le plan présenté contient :

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les regards ;
- les ouvrages d'épuration interne (séparateurs d'hydrocarbures et fosse de traitement des eaux usées) ;
- les points de rejet des effluents ;
- le point de branchement de l'eau potable provenant du réseau communal de Longeville-Saint-Avoid ainsi que le compteur d'eau d'entrée associé de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de traitement adéquat

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 12.1.1, 12.1.2 et 13.1

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 12.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :

"Tous les effluents aqueux doivent être canalisés".

Article 12.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :

"Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées".

Article 13.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :

"Les effluents doivent faire l'objet, en tant que besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté".

Constats :

Les réseaux de collecte permettent d'isoler :

- les eaux usées sanitaires ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales de toiture.

L'activité exercée sur le site n'induit pas d'eaux de process.

L'inspection constate lors de la visite terrain :

- que la zone située au nord et à l'est du bâtiment n'est pas intégralement imperméabilisée ;
- que certaines bennes de stockage de déchets sont situées sur cette zone non imperméabilisée ;
- que des poids lourds doivent transiter sur cette zone non imperméabilisée pour rejoindre la plateforme imperméabilisée de chargement/déchargement ;

- que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les aires de stationnement, de chargement et déchargement, ou sur la plateforme de tri mécanique sont traitées avant rejet dans l'environnement par trois séparateurs d'hydrocarbures. Néanmoins, la plateforme de tri mécanique des déchets située au nord ouest du site ne contient pas d'avaloir avec grille permettant de recueillir les effluents s'écoulant sur cette zone, d'autant que les abords de la plateforme de tri ne sont pas imperméabilisés. L'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection que les eaux pluviales transitant sur la plateforme de tri mécanique sont canalisées pour rejoindre le séparateur à hydrocarbures dédié à cette plateforme situé contre le bâtiment, au nord-ouest du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous 6 mois de respecter l'article 12.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 13.3

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être vérifiés périodiquement (au moins une fois par jour) ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées".

Constats :

L'inspection a constaté :

- que le séparateur à hydrocarbures dédié à la zone de stationnement des véhicules et de circulation des poids lourds au sud du site est équipé d'une sonde avec alarme automatique qui se déclenche en cas d'atteinte du niveau haut de polluants dans le dispositif de traitement ;
- que les deux autres séparateurs à hydrocarbures dédiés à la plateforme de chargement/déchargement et à la plateforme de tri mécanique sont équipés d'une jauge visuelle permettant de déterminer le niveau de remplissage en polluant des dispositifs de traitement.

L'exploitant a indiqué :

- que le contrôle des niveaux des deux séparateurs à hydrocarbures équipés d'une jauge visuelle est effectué une fois par semaine ;
- qu'il ne dispose pas d'un registre de suivi permettant de suivre ces contrôles.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'inspection :

- les deux derniers bordereaux de traitement des déchets dangereux des 7 février 2023 et 10 juin 2024 pour la vidange des séparateurs à hydrocarbures acheminés vers la société de traitement Evapur autorisée à cet effet. L'exploitant a précisé que la dernière vidange des séparateurs a eu lieu le 20 mars 2026. Le bordereau de suivi des déchets associé n'a pas pu être présenté à l'exploitant lors de la visite car non réceptionné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 1 mois l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié pour la vérification périodique des deux séparateurs à hydrocarbures équipés d'une jauge visuelle ainsi que la mise en place d'un registre de suivi des contrôles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 4 (partiel)

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-96 du 14 mai 2024 :

"Le tableau de l'article 15.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 est remplacé par le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence de surveillance et de transmission
Matières en suspension (MES)	Mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	Mensuelle
DBO5	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	Semestrielle
Indices phénols	Semestrielle
Chrome hexavalent	Semestrielle
Cyanures	Semestrielle
AOX	Semestrielle
Arsenic et composés	Semestrielle

Métaux totaux	Semestrielle
PFOA	Semestrielle
PFOS	Semestrielle

[...]"

Article 17 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :

"L'exploitant doit faire procéder au moins deux fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés à l'article 15.2 par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministère en charge de l'Environnement). [...]"

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des rapports d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de 2025 et 2026.

L'inspection note :

- que les analyses sont réalisées par la société Dr. Marx GmbH en Allemagne, qui est un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ;
- que les fréquences de suivi de l'ensemble des paramètres, à l'exception des MES et de la DCO ne sont pas respectées (aucune analyse réalisée en 2025 et 2026).

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous 1 mois de respecter l'article 4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-96 du 30 janvier 2002 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conditions de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. [...]"

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des rapports d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de 2025 et 2026.

L'inspection note :

- que les prélèvements sont réalisés à partir d'un échantillon ponctuel. Cette méthode d'analyse ne permet pas de vérifier que les valeurs limites d'émission en flux prescrites à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-96 du 14 mai 2024 sont respectées ;
- les contrôles sont réalisés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluent.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous un mois de respecter l'article 19 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en procédant à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Valeurs limites applicables aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 4 (partiel)

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Le tableau de l'article 15.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 est remplacé par le tableau suivant :

Paramètres	Code SANDRE	Concentrations maximales (mg/l)	Flux maximaux admissibles (g/j)
Matières en suspension (MES)	1305	60	20 000
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	180	120 000
DBO5	1313	100	20 000
Hydrocarbures totaux	7154	10	100
Indices phénols	1440	0.3	3

Chrome hexavalent	1971	0.1	1
Cyanures	1390	0.1	1
AOX	1106	5	30
Arsenic et ses composés	1369	0.1	1

Métaux totaux	8096	15	100
PFOA	5347	/	/
PFOS	6560	/	/

[...]"

Article 15.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 modifié :

"Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées [...] seront collectées, transiteront dans un séparateur d'hydrocarbures et seront traités si nécessaire de manière à ce que la teneur en polluant de ces effluents soit inférieure, avant toute dilution, aux valeurs suivantes :

Rejet	Température	pH
Rejet 2	<30°C	5,5-8,5

[...]"

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des rapports d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de 2025 et 2026.

L'inspection constate :

- que seules les eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la zone de stationnement des véhicules légers et des poids lourds sont analysées. D'autre part, le point de prélèvement s'effectue après dilution avec les eaux usées sanitaires, ce qui ne répond pas à la prescription puisque les analyses doivent être réalisées avant toute dilution avec d'autres effluents ;
- que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les aires de chargement et déchargement, ou sur la plateforme de tri mécanique ne sont pas analysées avant rejet au milieu naturel ;
- que les valeurs limites d'émission en concentration sont respectées pour les paramètres MES et DCO sur l'ensemble des campagnes d'analyse pour l'unique rejet analysé. Néanmoins, les analyses ne peuvent pas être considérées comme conformes car diluées avec le rejet des eaux usées sanitaires.

Considérant l'absence d'analyse des paramètres suivants : débit, température, pH, AOX, DBO5, Arsenic, chrome VI, hydrocarbures totaux, indices phénols, chrome hexavalent, cyanures, métaux totaux, PFOA, PFOS (cf. points de contrôle n°4 et 5), l'inspection ne peut pas statuer sur le respect

<p>totaux, PFOA, PFOS (cf. points de contrôle n°4 et 5), l'inspection ne peut pas statuer sur le respect des valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous un mois de respecter l'article 15.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 modifié pour l'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées après chaque séparateur à hydrocarbures du site et avant dilution avec d'autres effluents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant de transmettre, dès réception, à l'inspection, les résultats des mesures et de commenter tout dépassement potentiel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Transmission sur GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 17 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] Les résultats de ces contrôles doivent être envoyés à l'Inspection des Installations Classées et conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'Inspection des installations classées".</p> <p><u>Article 1er de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement :</u></p> <p>"Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, via l'application GIDAF les résultats d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la zone de stationnement des poids lourds pour les paramètres analysés (MES et DCO en concentration) en 2025 et 2026 (jusqu'à la date de l'inspection).</p> <p>Le cadre GIDAF a été modifié suite à l'inspection pour intégrer les deux points de rejet supplémentaires des eaux pluviales susceptibles d'être polluées qui n'y figuraient pas jusqu'alors.</p>

L'exploitant s'assure de compléter le logiciel d'autosurveillance GIDAF avec l'ensemble des points de surveillance requis et l'ensemble des paramètres requis à compter de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite